Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 16 au 22 mars 2020

États Rakhine et Chin

❖ Affrontements armés

→ Le 13 mars, des mines posées par *l'Arakan Army* (AA) auraient endommagé des convois militaires dans les townships de Mrauk-U et Kyauktaw. Le 15 mars, l'AA aurait également fait sauter le pont de la route Nyaungchaung-Sataepyin, dans le township de Buthidaung.

→ Dans un communiqué, le bureau du commandant en chef des services de défense a déclaré le 15 mars que l'AA commettait des actes illégaux et terroristes pour couper les transports dans l'État.

→ Le *Chin National Front* (CNF), signataire de l'accord national de cessez-le-feu (NCA), a de son côté demandé à l'AA de ne pas s'installer et conduire des activités militaires dans l'État Chin.

❖ Victimes civiles et déplacés internes

→ Le 16 mars, neuf civils ont été blessés lorsque des obus d'artillerie sont tombés sur leurs villages dans le township de Kyauktaw. Les témoins accusent la marine d'avoir tiré depuis le fleuve.

→ Le 17 mars, environ 2 000 habitants de 10 villages, ont fui vers Samee, à l'est de Paletwa, suite aux attaques mortelles du week-end dernier contre Wetma, Pyaing Tain et Meiksa Wa (Chin). Au total, 21 villageois ont été tués et environ deux douzaines ont été blessées lorsque des avions de combat militaires ont ouvert le feu sur les villages.

→ Une femme a été tuée et un garçon blessé par des tirs dans le village de Latmasait, du township de Ponnagyun, le 18 mars. Les témoins ont déclaré que les coups de feu provenaient d'un navire de la marine de la Tatmadaw stationné sur le fleuve Kaladan tout proche.

→ Plus de 700 maisons des villages de Tin Ma Thit et Tin Ma Gyi ont été incendiées lors des combats entre la Tatmadaw *l'Arakan Army* (AA) le 22 mars. Les villageois ont pris la fuite vers Kyauktaw.

→ Selon le *Khumi Affairs Coordination Council* (KACC), 3 habitants du village de Ketha, dans le township de Paletwa, ont été enlevés par l'AA. Le porte-parole du groupe ethnique armé n'a pas encore communiqué à ce sujet.

→ A Paletwa, la représentation de la Ligue nationale pour la démocratie de l'Etat Chin a demandé une enquête indépendante sur les allégations de frappes aériennes militaires sur plusieurs villages. 1 500 villageois déplacés ont signé la déclaration demandant l'ouverture d'une enquête.

→ De plus en plus de personnes déplacées à l'intérieur du pays sont confrontées à des pénuries de nourriture et de logement, ce qui a poussé plus de 3 000 d'entre elles à quitter des camps surpeuplés et à chercher refuge à Sittwe. Plus de 200 personnes déplacées des townships de Rathedaung et Mrauk-U sont ainsi arrivées à Sittwe la semaine dernière.

❖ Réfugiés Rohingyas au Bangladesh

→ Le 20 mars, le ministre des affaires étrangères du Bangladesh a déclaré que les informations détaillées concernant les 492 000 Rohingyas hébergés à Cox's Bazar avaient été remises aux autorités birmanes, en vue d'un rapatriement immédiat. Les autorités de Dacca déplorent cependant un manque de réaction de la part de la Birmanie. Il s'agirait de la cinquième fois que les autorités bangladaises remettent une liste pour vérification des ressortissants de Birmanie déplacés de force afin de faciliter leur retour.

Coronavirus

❖ Bilan de la situation

→ En Thaïlande, deux travailleurs birmans ont été testés positifs pour le coronavirus. Tous deux l'auraient contracté dans une zone à haut risque de Bangkok.

→ Le ministère de la santé et des sports a commencé à rechercher les ressortissants birmans qui ont participé au récent rassemblement religieux de Tabligh, à la mosquée Jamek Sri Petaling de Kuala Lumpur, lequel a été lié à au moins 95 cas de COVID-19.

→ Les États-Unis ont rappelé leurs 67 volontaires du Corps de la Paix qui enseignent l'anglais dans les écoles de Birmanie. Ils seront rapatriés par avion dans la semaine.

❖ Pays frontaliers

→ Le 15 mars, le gouvernement indien a fermé tous ses postes-frontières avec la Birmanie. Le poste reliant Rikhawadar (Chin) et l'Etat indien de Mizoram serait toutefois de nouveau ouvert.

→ Le 19 mars, les autorités birmanes ont annoncé la fermeture des frontières terrestres.

→ Le 20 mars, le ministère de l'intérieur thaïlandais a ordonné à ses provinces frontalières de ne laisser qu'un seul point de contrôle international ouvert. Les travailleurs immigrés birmans ont essayé de revenir en Birmanie par peur d'être bloqués en Thaïlande. Environ 25 000 travailleurs birmans sont revenus par Myawaddy du 18 au 22 mars.

→ La Birmanie a reçu 2016 kits de dépistage de la Chine. Le consulat chinois a également fait don à l'aéroport de Mandalay de 10 000 masques chirurgicaux et de 500 bouteilles de désinfectant.

❖ Impact économique

→ Les pénuries de matières premières ont entraîné la fermeture de 28 usines à Rangoun, laissant 12 070 personnes sans emploi.

→ Le nombre de passagers du service de bus de Rangoun (YBS) a diminué en moyenne de 40.000 par jour, entraînant une baisse des recettes de 1 million de K par jour.

→ Le ministre de la planification, des finances et de l'industrie a annoncé prendre les mesures suivantes : un fonds COVID-19 sera mis en place à partir du fonds de roulement national (50 milliards K) et le fonds de sécurité sociale (50 milliards K), à partir duquel des prêts d'un an pourraient être distribués aux entreprises et PME touchées, à un taux d'intérêt minimal (1%) ; report de la date de paiement des taxes commerciales et des taxes sur le revenu pour les entreprises prioritaires au 30 septembre.

→ Afin d'aider les entreprises touchées par l'épidémie, le ministère du travail, de l'immigration et de la population a par ailleurs publié un arrêté portant le délai de versement des prestations de sécurité sociale de 15 jours à trois mois suivant la fin du mois concerné.

→ Selon le ministère du commerce, le volume des échanges commerciaux de la Birmanie a malgré tout augmenté de quelque 2,7 milliards USD au cours de l'exercice 2019-20. Les marchandises traversent à nouveau la frontière avec la Chine dans la zone commerciale frontalière de Muse, avec des volumes atteignant 8 à 10 millions USD par jour.

❖ Remise en question de la réponse du gouvernement

→ Quinze partis politiques, dont le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), ont publié le 15 mars une déclaration commune appelant le Conseil national de défense et de sécurité à prendre en charge toutes les mesures d'intervention de l'Etat afin de faire face au coronavirus.

→ Selon plusieurs responsables de camps de déplacés internes, le gouvernement n'a pour le moment mis aucun plan en place afin d'en protéger les habitants de l'épidémie, et aucune instruction n'a été envoyée par le ministère de la santé.

→ L'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP) a publié un communiqué pour exprimer sa préoccupation concernant la situation des prisonniers vis-à-vis de l'épidémie. Les prisons surpeuplées et le manque de soins de santé, de nutrition adéquate et d'espace pour l'hygiène personnelle sont autant d'éléments augmentant les risques d'une contamination massive.

→ Le Congrès Ethnique du Rakhine (REC) réclame la levée de l'interdiction de l'accès à internet dans le Rakhine, afin de permettre à des dizaines de milliers de civils déplacés d'accéder aux informations sur le coronavirus. Selon eux, la plupart des 140 000 déplacés internes recensés ignorent la situation actuelle dans le monde concernant la propagation du virus.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Affrontements dans l'Etat Shan

→ Le 15 mars, la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA) et la milice pro-Tatmadaw Panse, aidée du 102ème régiment d'infanterie légère de l'armée, se sont affrontées dans cinq villages du township de Nantkham. La TNLA serait venue détruire les champs de pavot dans la région, déclenchant alors les affrontements. Celle-ci a indiqué qu'un membre de la milice avait été tué et que 8 d'entre eux avaient été placés en détention. Elle a ajouté avoir trouvé 352 kg d'opium noir, 40 000 pilules d'amphétamine et 24 fusils. Plus de 700 habitants seraient pris au piège dans les villages.

❖ Mon – Victimes civiles

→ Le 19 mars, un homme de l'ethnie Mon a été tué dans l'explosion d'une mine terrestre à Bee Ree, dans le township de Yebyu. Le 11 mars, deux civils avaient déjà perdu chacun une jambe dans des explosions de mines terrestres.

→ Personne n'est en mesure de déterminer l'origine de ces mines, qui touchent avant tout les civils. La population locale accuse toutefois la *Karen National Liberation Army* (KNLA) d'être responsable des incidents. Le *New Mon State Party* (NMSP) a de son côté publié une déclaration le 16 mars, affirmant que lui-même et la *Karen National Union* (KNU) avaient tous deux le devoir de prendre soin de la population locale.

❖ Apaisement des tensions entre la Tatmadaw et le *Restoration Council of Shan State*

→ La Tatmadaw et le *Restoration Council of Shan State* (RCSS) ont convenu de délimiter clairement leurs territoires respectifs afin d'éviter de nouveaux affrontements.

Situation intérieure

❖ Réforme de la Constitution

→ Parmi les propositions d'amendement à la charte de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) refusées la semaine dernière figurent notamment : la proposition d'accorder au président le pouvoir de déclarer des amnisties, la proposition de révoquer l'article 338 afin que le département de la police soit administré par son propre ministère et contrôlé par le gouvernement civil, la proposition visant à mettre fin à l'impunité constitutionnelle des membres de l'ancienne junte, ainsi que celle demandant un changement du drapeau national.

→ Le 17 mars, les législateurs ont rejeté la proposition d'amendement à la charte du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) visant à permettre aux gouverneurs des Etats de minorités ethniques d'être élus, plutôt que d'être nommés par le président de la République. Un projet d'amendement soumis par les militaires visant à modifier les qualifications requises pour être gouverneur d'un État ou d'une région, a également été rejeté. Cette mesure aurait empêché les candidats ayant des citoyens étrangers dans leur famille proche de devenir ministre du gouvernement central ou gouverneur d'un État ou d'une région.

→ Le vote s'est conclu le 20 mars. Au total, seuls quatre amendements - dont aucun ne concerne des réformes politiques - ont reçu le soutien requis de plus de 75 % des députés.

❖ Liberté de la presse et liberté d'expression

→ Alors que le tribunal de Kyauktada (Rangoun) avait finalement accepté l'affaire le 16 mars, le lieutenant-colonel Zaw Min Tun a abandonné les poursuites en vertu de la section 66(d) de la loi sur les télécommunications contre le rédacteur en chef de l'Irrawaddy, Ye Ni, pour sa couverture des affrontements entre l'armée et *l'Arakan Army* (AA).

→ La Tatmadaw a également retiré les charges de diffamation contre l'agence Reuters, pour avoir rapporté que deux femmes rohingyas avaient été tuées par l'armée dans le Rakhine. Dans une lettre envoyée au conseil de presse le 18 mars, l'agence *True News* a exprimé son désir de renforcer la compréhension et la confiance entre les médias et la Tatmadaw, afin de faire en sorte que la couverture des informations soit exacte, juste et respecte l'éthique des médias.

→ Selon l'AAPP, en février, 33 personnes ont été inculpées en vertu des lois controversées qui limitent la liberté de la presse et la liberté d'expression.

❖ Conservation de la faune

→ La *Wildlife Conservation Society* (WCS) a déclaré avoir commencé à "relâcher en douceur" 40 tortues étoilées de Birmanie dans leur habitat naturel du fleuve Chindwin, près du village de Linpha, dans la région de Sagaing. Elles seront gardées sur un radeau sur la rivière pendant huit mois avant d'être totalement relâchées.

→ Grâce à la coopération du département des forêts, du WCS et de la *Turtle Survival Alliance*, environ 1 000 tortues étoilées vivent aujourd'hui dans le sanctuaire des tortues d'eau douce de Linpha.

Relations extérieures

❖ Modernisation des chemins de fer

→ Le gouvernement va demander 502,72 millions USD de prêts au Japon et à la Corée du Sud pour la modernisation des chemins de fer du pays. Le prêt japonais sera utilisé pour améliorer la section Rangoun-Taunggo de la ligne Rangoun-Mandalay, tandis que le prêt sud-coréen financera les améliorations des sections Gyotaung-Melzar et Mawhan-Kardu de la ligne Mandalay-Myitkyina.

Économie

❖ Zone commerciale frontalière de Kan Paik Ti

→ Le gouvernement de l'État Kachin a signé ce mois-ci un protocole d'accord avec la société birmane *Hein Investment Development Co*, pour développer une zone commerciale frontalière dans le township de Kan Paik Ti.

→ Le projet est actuellement en cours d'approbation au niveau du parlement régional. Selon Wai Lin, ministre régional des finances, des recettes, de la planification et de l'économie, l'objectif est de créer des opportunités d'emplois pour les résidents locaux, de promouvoir le commerce bilatéral et de combattre le commerce illégal. Une fois achevée, la zone commerciale frontalière de Kan Paik Ti deviendra une partie importante du corridor économique Chine-Birmanie (CMEC).

❖ Prêts de la Banque Mondiale

→ L'Association internationale de développement (IDA) prêtera 100 millions USD à la Birmanie, afin de promouvoir le secteur de l'éducation élémentaire. Environ 70 % du projet sera consacré en priorité à l'amélioration des écoles et de la formation des enseignants dans les zones touchées par le conflit et les townships éloignés.

→ Le ministère de la santé et des sports va de son côté emprunter 100 millions USD à la Banque mondiale pour financer son programme de soins de santé de base.

Titre: Le refuge

Explication : Un couple fait des offrandes à un ermite. Celui-ci leur demande où les gens se rendent lorsqu'ils sont en danger. L'homme lui répond qu'ils prennent refuge dans les centres commerciaux où il y a des Citymart.

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.